

5 avenue de la Palette
95000 Cergy-Pontoise

Pontoise, le 06/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 08 juin 2022
Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETEX FRANCE BUILDING PERFORM (ex SINIAT)
MONTMORENCY EST
95570 - BOUFFEMONT

Référence : ud95-2022-0513-KB/CP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08 juin 2022 dans l'établissement ETEX FRANCE BUILDING PERFORM (ex SINIAT) implanté MONTMORENCY EST 95091001 à BOUFFEMONT (95570). L'inspection a été annoncée le 19 mai 2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi annuel de la carrière souterraine.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETEX FRANCE BUILDING PERFORM (ex SINIAT)
- MONTMORENCY EST 95091001 - 95570 BOUFFEMONT
- Code AIOT dans GUN : 0006506776
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société ETEX BUILDING PERFORMANCE INTERNATIONAL a été autorisée le 27 juin 2001 à exploiter une carrière souterraine de gypse tel que :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'activité et seuil
2510-1	A	Exploitation d'une carrière d'une superficie de 472 ha	800 000 t
2515-1	A	Broyage, concassage, criblage...	530 kW

Par décret n° 2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, la rubrique 2515 est passée à enregistrement.

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'activité et seuil
2510-1	A	Exploitation d'une carrière d'une superficie de 472 ha	800 000 t
2515-1	E	Broyage, concassage, criblage...	530 kW

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée, à l'issue du contrôle :
- le constat établi par l'inspection des installations classées,
- les observations éventuelles,
- le type de suites proposées (voir ci-dessous),
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à M. le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente inspection</u> : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente inspection</u> (1)
Prévention des risques	Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article III-5	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rubriques de classement	Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article 2	/	Sans objet
Caractéristiques	Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article 2	/	Sans objet
Dispositions particulières aux carrières	Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article II-3	/	Sans objet
Garanties financières	Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article II-4	/	Sans objet
Conduite de l'exploitation souterraine	Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article II-5	/	Sans objet
Règles d'exploitation	Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article II-6	/	Sans objet
Conduite de l'exploitation souterraine	Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article II-7	/	Sans objet
Conduite de l'exploitation souterraine	Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article II-12	/	Sans objet
Plans	Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article II-18	/	Sans objet
Prévention de la pollution de l'air	Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article III-4	/	Sans objet
Plan de surveillance	Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 19.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le volet environnemental du site est bien suivi.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Rubriques de classement

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article 2			
Thème(s) : Situation administrative, rubriques de classement au titre des installations classées			
Prescription contrôlée : L'exploitation de cette carrière et de ses installations annexes relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement conformément au tableau ci-dessous :			
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'activité et seuil
2510-1	A	Exploitation d'une carrière d'une superficie de 472 ha	800 000 t
2515-1	A	Broyage, concassage, criblage...	530 kW
Par décret n° 2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, la rubrique 2515 est passée à enregistrement.			
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'activité et seuil
2510-1	A	Exploitation d'une carrière d'une superficie de 472 ha	800 000 t
2515-1	E	Broyage, concassage, criblage...	530 kW
Constats : Dans un premier temps, l'exploitant a présenté ses activités. ETEX exploite une carrière souterraine de gypse sous la forêt de MONTMORENCY. Une partie de cette même carrière est exploitée par PLACOPLATRE. L'extraction du gisement de gypse dans la carrière est réalisée par les salariés PLACOPLATRE. Les 2 quartiers, ETEX et PLACOPLATRE, au sein de la même carrière, sont bien délimités. Chaque quartier possède son propre concasseur et sa propre équipe d'environ 10 personnes. Pour accéder à la carrière, il existe un tunnel commun avec un double sens de circulation puis, l'accès au quartier ETEX est distinct, plutôt sur la zone nord de la forêt de MONTMORENCY. Ensuite, il y a une galerie pour l'entrée et une pour la sortie, à sens unique. L'exploitant a présenté ensuite ses activités au regard des rubriques de classement : - s'agissant de la rubrique 2510-1 : la superficie de la carrière est identique à celle de l'arrêté. Aucune modification n'est envisagée sur la superficie de la carrière autorisée. - s'agissant de la rubrique 2515-1 : depuis l'arrêté de 2001, il n'y a pas eu de modification des installations de broyage/concassage. Les puissances sont celles reprises dans le tableau de classement.			
Observations : Sans objet			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

Nom du point de contrôle : Caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article 2
Thème(s) : Situation administrative, caractéristiques de la carrière
Prescription contrôlée : Les références cadastrales et territoriales sur les communes de CHAUVRY, BOUFFEMONT, DOMONT, MONTLIGNON et SAINT PRIX sont en annexe. - périmètre de l'autorisation : 4 729 019 m ² - durée de l'autorisation : La présente autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté. Cette durée inclut la remise en état. - volumes et tonnages maximaux annuels de produits extraits : Le volume maximum annuel extrait de gypse est de 350 000 m ³ , représentant un tonnage maximal annuel de 800 000 t.
Constats : L'exploitant précise avoir extrait 368 000 t de gypse en 2021. Il respecte les quantités maximales prescrites. Le gypse extrait alimente les 2 usines ETEX, l'une à AUNEUIL dans l'Oise et l'autre à MERIEL dans le Val d'Oise. L'inspection interpelle l'exploitant sur sa déclaration GEREPE, déclaration dans laquelle l'exploitant a indiqué avoir extrait 368 000 t de gypse en 2021 et 368 000 t de stériles. L'exploitant a précisé qu'il s'agissait d'une erreur, qu'aucun stérile n'était extrait/produit. Le périmètre de la carrière n'a pas changé par rapport à celui repris dans l'arrêté préfectoral du 27 juin 2001. L'exploitant a ainsi présenté le plan au 1/2 500 ^{ème} daté du 31 décembre 2021. D'après ce plan, l'exploitation actuelle de gypse se fait au niveau des communes de DOMONT et BOUFFEMONT. Les zones d'extraction et les zones remblayées apparaissent clairement sur ce plan. L'exploitant a rappelé qu'il réalisait le remblaiement au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation dans la carrière. Un prestataire réalise ce remblaiement, à partir d'une plateforme de rupture de charge. De plus, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il réfléchissait déjà à la procédure permettant de prolonger la durée d'exploitation, à périmètre constant. En effet, il a précisé que le volume maximum annuel de 350 000 m ³ correspondant à 800 000 t prescrit par l'arrêté préfectoral du 27 juin 2001 qui autorise l'exploitation actuelle pour une durée de 30 ans n'avait jamais été atteint et qu'au plus, 400 000 t de gypse était extrait annuellement. De ce fait, les 30 années autorisées vont s'écouler sans que le gisement initial prévu n'ait été "consommé".
Observations : L'exploitant corrige sa déclaration GEREPE 2021 en y reportant les bonnes quantités de stériles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions particulières aux carrières

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article II-3
Thème(s) : Situation administrative, accès
Prescription contrôlée : L'accès à la carrière se fait par la partie nord de BAILLET EN FRANCE. Une convention de passage est passée entre la société SAMC, propriétaire de la sortie et le titulaire de la présente autorisation.
Constats : L'exploitant possède bien une convention signée à l'époque avec la société SAMC autorisant le passage. La convention présentée est datée du 07 novembre 1996. L'exploitant a précisé qu'il s'agissait d'une convention pérenne.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article II-4
Thème(s) : Situation administrative, garanties financières
Prescription contrôlée : Le document attestant de la constitution des garanties financières, conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté du 1er février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévue à l'article 23-3 du décret 77-1133 est adressé au préfet dès la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a présenté le document attestant de la constitution de garanties financières au profit de M.le Préfet du Val d'Oise. Il est signé du 22 juin 2020, pour la période du 20 juin 2020 au 27 juin 2025 et pour un montant de 3 757 350 euros.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conduite de l'exploitation souterraine

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article II-5
Thème(s) : Risques accidentels, méthode d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation est conduite par la méthode dite "par chambres et piliers" avec abattage du gypse à l'explosif et remblayage des vides souterrains après exploitation. Les galeries ont une largeur de 8 m. Les piliers ont une section de 16 m x 16 m. Avant la remise en état, les piliers sont recoupés par une galerie au centre, en laissant de chaque côté deux voiles de 4,8 m. L'exploitant s'assure la sécurité du public lors des tirs à l'explosif. Il définit un plan de tir. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables, sauf circonstances liées à la sécurité, nonobstant l'application de dispositions législatives ou réglementaires particulières.
Constats : La technique d'exploitation du gypse n'a pas évolué. Il s'agit bien de la méthode dite par chambres et piliers avec abattage du gypse à l'explosif. Le remblayage est réalisé au fur et à mesure de l'exploitation, conformément au calendrier repris sur le plan au 1/2 500 ^{ème} daté du 31 décembre 2021. Lors de la visite de la carrière, il a bien été constaté des galeries de 8 m de largeur et des piliers de 16 m x 16 m. Il a également été constaté des piliers recoupés en leur centre, laissant de chaque côté deux voiles de 4,8 m. L'exploitant a rappelé que cette refente n'était pas systématique. Cette refente est reprise sur le plan d'exploitation précité. Par ailleurs, l'exploitant a rappelé que l'abandon des ressources au niveau des piliers coûte cher. L'exploitant a précisé qu'une demande de modification des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 27 juin 2001 allait être transmise à M. le Préfet du Val d'Oise dans les prochaines semaines. En effet, l'exploitant souhaite modifier les piliers de 16 m x 16 m par des piliers de 10 m x 10 m, lui permettant ainsi de récupérer 30 % de gypse en plus. Enfin, l'exploitant a précisé que les tirs à l'explosif étaient bien réalisés les jours ouvrables. PLACOPLATRE extrayant le gypse pour ETEX et tirant à l'explosif pour ETEX, ce dernier s'assure régulièrement des jours et périodes de tirs à l'explosif.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article II-6
Thème(s) : Risques chroniques, zone de protection
Prescription contrôlée : Les tirs à l'explosif ne peuvent se faire à moins de 300 m en projection horizontale de toute habitation existante hors du périmètre autorisé. Deux ans avant que l'exploitation ne se situe à moins de 300 m d'un château d'eau, une étude déterminant la distance minimum à respecter pour que l'état du château d'eau ne soit pas affecté sera remise en préfecture. Au voisinage des ouvrages existants (ouvrage de transport d'électricité, ...), l'exploitant prend contact avec le propriétaire et/ou l'exploitant de l'ouvrage pur arrêter, en accord avec ce dernier, les modalités d'exploitation.
Constats : L'exploitant a précisé respecter scrupuleusement la réalisation des tirs à l'explosif à plus de 300 m des premières habitations. L'exploitant a indiqué que, depuis l'arrêté préfectoral de 2001, de nouvelles habitations s'étaient construites dans le périmètre des 300 m. De ce fait, l'exploitant s'assure au quotidien, que les tirs d'explosifs sont bien tirés à plus de 300 m de ces "nouvelles" habitations. Par ailleurs, au regard du déplacement du front, seul 1 des 2 habitations dans lesquelles étaient réalisées les mesures de vibrations, va continuer à faire l'objet de mesures de vibrations. L'exploitant est en cours de recherche d'une 2 ^{ème} habitation, dans le périmètre des 300 m pour les mesures de vibrations. Sur le sujet de la bande des 300 m, l'exploitant a indiqué avoir des projets pour réduire cette bande et pouvoir ainsi exploiter au mieux la ressource. En effet, l'abattage mécanique avec une fraise sur pelle permettrait de réduire les nuisances vibratoires d'après l'exploitant. Il y aurait peu de fines et pas de gros blocs, mais plutôt du gypse en forme de plaquette. Toutefois, ce type de technique engendre d'importantes poussières pour les salariés. Aussi, l'exploitant doit vérifier que les usines seraient en capacité de cuire ce gypse en forme de plaquette. Enfin, l'exploitant a précisé souhaiter réaliser des essais d'abattage mécanique dans la carrière, dans une zone non encore exploitée servant ainsi de point zéro, dans les prochaines semaines.
Observations : L'exploitant informe M. le Préfet des essais qu'il compte effectuer avec tous les éléments d'appréciation, avant leur réalisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conduite de l'exploitation souterraine

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article II-7
Thème(s) : Risques chroniques, mesures de vibrations
Prescription contrôlée : <p>Lorsque la distance du front d'abattage se situe à moins de 500 m des habitations, des mesures de vitesses particulières telles que définies dans l'article IV-7-2 du présent arrêté sont réalisées par un laboratoire indépendant, à la charge de l'exploitant. Les lieux, au nombre de deux minimum, et la fréquence sont définis par un expert nommé par le tribunal de grande instance à la demande de l'exploitant.</p> <p>Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées après chaque campagne dans un délai d'un mois.</p> <p>Par ailleurs, un capteur fixe et permanent est placé en un point proposé par l'exploitant en accord avec l'inspection des installations classées pour chaque zone exploitée à moins de 500 m des habitations. La proposition des points de mesures devra parvenir à l'inspection des installations classées avant le début de l'exploitation dans les zones concernées.</p> <p>Les mesures effectuées dans l'année précédente sont consultables par l'inspection des installations classées sur le site. Les autres résultats des mesures sont conservés au siège de l'exploitation. Les résultats sont envoyés à l'inspection des installations classées chaque trimestre accompagnés des commentaires appropriés.</p>
<p>Constats : Comme pour la fiche précédente, l'exploitant a rappelé que des habitations "nouvelles" s'étaient construites dans le périmètre des 500 m, habitations qui n'existaient pas lors de la prise de l'arrêté préfectoral de 2001. Il s'assure de la bonne information du public se trouvant dans le périmètre des 500 m au fur et à mesure de l'avancement du front.</p> <p>L'exploitant a précisé avoir participé à une réunion publique en 2022 sur la commune de BOUFFEMONT avec des riverains de BOUFFEMONT et DOMONT, sur demande du maire de BOUFFEMONT. Lors de cette réunion, plus de 100 personnes étaient présentes. Elles ont notamment fait part de leur inquiétude au niveau de la dégradation potentielle de leur maison, au vu des vibrations causées par les tirs d'explosifs. L'exploitant a rappelé que tout riverain pouvait demander que soit réalisée, au frais de l'entreprise, une expertise immobilière. En 2022, l'exploitant a précisé que 160 riverains seraient concernés par la bande des 500 m. La moitié de ces riverains a demandé la réalisation d'une expertise immobilière.</p> <p>A l'issue de cette réunion publique, il a été décidé de la mise en place d'une réunion publique annuelle afin d'échanger sur tous les sujets liés à l'exploitation de la carrière.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport annuel rédigé par l'INERIS, en date du 07 février 2022 des mesures de vibrations réalisées en 2021 dans 2 habitations. Les valeurs mesurées, avec un maximum de 0,83 mm/s sont toutes inférieures à la valeur limite de 10 mm/s. L'exploitant a fait part à l'inspection d'un "oubli" de mesures des vibrations au sein d'une habitation, pendant 2 mois. En effet, les mesures ont été déléguées à un prestataire dont le travailleur en charge des mesures a rencontré des difficultés personnelles. Il a fallu plusieurs mois pour que le prestataire se rende compte de cette situation. Cette non-conformité a été portée à la connaissance de l'inspection dès sa découverte par l'exploitant. Un suivi plus rigoureux a été mis en place par le prestataire.</p> <p>Actuellement, seule 1 maison sur les 2 dans lesquelles étaient réalisées des mesures de vibrations, devrait continuer à être suivie. L'exploitant a indiqué qu'au regard du déplacement du front, une nouvelle maison devrait faire l'objet des mesures de vibrations. Apparemment, plusieurs demandes de riverains ont été faites.</p>

Observations : L'exploitant s'assure de la réalisation des mesures de vibrations tout au long de l'année.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conduite de l'exploitation souterraine

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article II-12
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance
Prescription contrôlée : <p>Les cavités exploitées et non encore réaménagées font l'objet d'une visite périodique afin de détecter toute amorce d'éboulement ou d'affaissement. Toutes les dispositions sont prises pour éviter qu'un éboulement n'atteigne la surface.</p> <p>Les résultats des visites sont consignés dans un registre qui signale également le nom du visiteur, la date et l'heure de la visite.</p> <p>La périodicité et les modalités de visite sont fixées dans une consigne.</p>
Constats : L'exploitant a précisé qu'il faisait appel à un expert tous les 2 ans pour vérifier la stabilité des cavités exploitées et non encore aménagées. <p>En parallèle, l'exploitant réalise une surveillance continue, tous les 3/4 mois des vieux vides.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il suivait les recommandations reprises dans l'étude BG du 15 juillet 2021 qui actualise le nombre de boulons par carrefour, la longueur des boulons, la position des boulons et le délai admissible et maximal entre l'ouverture d'un carrefour et le boulonnage.</p> <p>Ces recommandations n'ont pas été retranscrites dans une procédure. BG a fait une formation à l'attention des travailleurs pour leur présenter l'étude et ses conclusions. BG a rappelé les bonnes pratiques. L'exploitant échange beaucoup avec PLACOPLATRE suite à ces visites à l'intérieur de la carrière afin de prendre les meilleures décisions sur des fissurations ou autres.</p> <p>De manière systématique, l'ensemble des carrefours est boulonné dans un délai acceptable après l'exploitation, soit 6 mois après. Une boulonneuse est disponible sur le site.</p> <p>L'exploitant a présenté le registre de suivi sur lequel sont repris : la date de passage/observations/actions/signature. La dernière visite d'ETEX reprise dans le registre et sur ce sujet date du 31 mai 2022. Il est précisé que la rue 134 a été vérifiée et que l'action qui en a découlé est une surveillance renforcée. L'exploitant a ajouté qu'un point dans la rue 134 a évolué et qu'il était prévu un remblayage. Dans l'attente de ce remblayage, la zone est fermée par du ruban. Ceci a été observé lors de la visite de la carrière.</p> <p>L'exploitant a présenté la consigne de surveillance des cavités datée du 06 mars 2018 qui impose une surveillance minimale tous les 6 mois, l'exploitant réalisant 2 fois plus de visites dans les faits.</p> <p>L'exploitant a présenté un plan de "travail" sur lequel est reporté au fil des visites, les détériorations, les zones à surveiller et les zones à remblayer. Sur ce plan était bien représenté un balisage et un triangle rouge plein indiquant qu'une fiche action était en cours (carrefour à remblayer).</p> <p>L'exploitant a indiqué que la carrière était généralement fermée à Noël et parfois en août, quand les usines ferment ou que les installations à l'intérieur de la carrière doivent être déplacées.</p> <p>L'inspection a bien constaté que les visites de surveillance étaient bien reportées sur un registre.</p>
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plans

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article II-18
Thème(s) : Situation administrative, plans
Prescription contrôlée : <p>Il est établi un plan orienté et repéré par rapport à la surface de la carrière.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 m ;- les zones en cours d'exploitation ;- les zones déjà exploitées non remises en état ;- les zones remises en état ;- les cotes de niveau des points principaux. <p>Ce plan est remis à jour au moins une fois tous les 6 mois, au 30 juin et au 31 décembre de l'année N. L'exemplaire du 31 décembre est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment les volumes de vide restant à remblayer relevé par un géomètre, le volume annuel de gypse extrait, le volume annuel de remblai mis en place).</p> <p>Une copie de ce plan certifié et signé par l'exploitant est adressé à l'inspection des installations classées et à la préfecture au plus tard au 1er octobre de l'année N et l'exemplaire accompagné de ses annexes au 1er mai de l'année N+1.</p>
Constats : L'exploitant a présenté un plan au 1/2 500 ^{ème} daté du 31 décembre 2021. Il a été reçu par l'inspection le 06 mai 2022. Il comprend les limites de la carrière autorisée, les limites de la bande des 500 m, les limites de la bande des 300 m, un code couleur relatif à l'année de zone exploitée, les zones remblayées, les zones boulonnées, les piliers refendus et les piliers à réaliser.
Les cotes de niveau des points principaux sont également repris sur ce plan.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article III-4
Thème(s) : Risques chroniques, pollution de l'air
Prescription contrôlée : Les véhicules de gypse sortant du site sont efficacement, correctement bâchés. Le bâchage des véhicules est réalisé de telle manière qu'il ne crée pas de danger. L'exploitant prend des mesures incitatives tendant à proscrire la réception sur son site de véhicules non bâchés amenant des produits destinés au remblayage de la carrière.
Constats : L'exploitant a indiqué que les véhicules de gypse sortant de la carrière étaient bien équipés de bâches. Les bâches sont positionnées après le chargement de gypse, à l'intérieur de la carrière. Quant aux véhicules qui apportent des remblais, ceux-ci sont débâchés au niveau de la plateforme de rupture. Une caméra positionnée au niveau de cette plateforme permet de contrôler visuellement le contenu.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27 juin 2001, article III-5
Thème(s) : Risques accidentels, incendie et explosion
Prescription contrôlée : L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant a précisé que la carrière était équipée d'extincteurs. La dernière vérification a été réalisée le 11 février 2022, par l'entreprise MOREAU Incendie. Des observations sont portées dans le rapport de vérification : des extincteurs sont absents dans certains équipements et d'autres, sont à remplacer car réformé/+ de 5 ans/+ 10 ans. Les actions correctives n'ont pas été transmises en même temps que le rapport. L'exploitant transmet un échéancier des actions correctives mises en place suite aux non-conformités relevées dans le rapport de vérification annuelle des extincteurs. L'exploitant a indiqué, qu'en plus des extincteurs, la carrière était équipée de bâches à eau, réparties dans la carrière. Lors de la visite sur site, il a été constaté la présence d'une bâche à eau pleine et une autre vide. L'exploitant a indiqué que certains camions routiers qui venaient charger du gypse étaient équipés d'extinction automatique. En effet, ETEX a 2 prestataires qui viennent récupérer le gypse pour les usines d'AUNEUIL dans l'Oise (principalement) et MERIEL dans le Val d'Oise. L'exploitant a précisé qu'un de ses prestataires équipait au fur et à mesure les camions qu'ils chargent. Il semblerait que d'ici la fin d'année, tous les camions de ce prestataire seront équipés d'extinction automatique. La crise des semi-conducteurs rend l'achat de camions neufs très compliqué d'après l'exploitant. Enfin, un exercice incendie a été réalisé le 12 avril 2022. L'évacuation totale a été faite en 40 minutes.
Observations : L'exploitant présente un plan de positionnement des bâches et tout élément permettant de justifier de leur opérationnalité. L'inspection rappelle à l'exploitant que l'existence de ces bâches ne l'exonère pas d'équiper l'ensemble des camions routiers d'extinction automatique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 22 septembre 1994, article 19.5
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Prescription contrôlée : Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 t établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport annuel daté du 08 avril 2022 et rédigé par l'APAVE des mesures de retombées des poussières dans l'environnement, à l'aide de jauge Owen. Ce rapport reprend les résultats des mesures sur la période du 15 février 2021 au 18 mars 2022. Le suivi des retombées de poussières a été réalisé conformément à la norme NFX43-014. Quatre jauges sont positionnées au niveau de la carrière : au niveau du tunnel, de la forêt, du golf et d'un puits. Les mesures ont été réalisées sur 31 jours à hauteur d'une campagne de mesures par trimestre, conformément à la réglementation. Les résultats des mesures sont donnés en mg/m ² /jour. Tous les résultats sont inférieurs à la valeur limite de 500 mg/m ² /jour, le maximum mesuré était de 258 mg/m ² /jour.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet